

REFONDER LA RECHERCHE

La science française manque de financement et d'attrait.
La loi de programmation pluriannuelle pour
la recherche, en cours de préparation, pourra-t-elle y remédier ?

Frédérique Vidal Notre loi va rétablir
l'attractivité des carrières scientifiques

Le contexte

En cours d'élaboration, attendue en conseil des ministres au printemps, la loi de programmation pluriannuelle pour la recherche (LPPR) ne cesse de susciter des contestations dans une partie de la communauté universitaire. Elles ont démarré juste après que, le 26 novembre 2019, le PDG du CNRS, Antoine Petit, et Emmanuel Macron s'étaient exprimés à l'occasion de 80 ans de l'organisme de recherche. Défendant un principe de sélectivité des financements, Antoine Petit avait déclenché un tollé en évoquant une future loi « inégalitaire » et « darwinienne », avant de regretter ces adjectifs « provocateurs ». Depuis, l'insistance du gouvernement sur la « compétitivité », mais aussi deux innovations prévoyant, en matière de recrutement, des contrats alternatifs à la fonction publique continuent de catalyser les inquiétudes.

L'année 2020 sera l'année de la loi de programmation pluriannuelle de la recherche, qui marquera le début d'un cycle historique de réinvestissement dans tous les champs de la science. Mais 2020 est aussi l'année durant laquelle près de la moitié des conseils centraux des universités seront renouvelés. Cette coïncidence n'est peut-être pas sans lien avec les fausses nouvelles qui, depuis quelques semaines, circulent sur les réseaux sociaux.

Suppression ou mise en extinction du corps des maîtres de conférences, suppression du Conseil national des universités (CNU), remise en cause des 192 heures équivalent TD [travaux dirigés], retour de la modulation de service, arrêt du paiement des heures complémentaires : on prête au gouvernement toutes les intentions, sans jamais prendre la peine de lire ce que le président de la République, le premier ministre et moi-même avons d'ores et déjà indiqué.

Ce n'est pas faute, pourtant, d'avoir dit expressément que les propositions formulées par tel ou tel dans le cadre de la préparation de la loi de programmation ne préjugeaient en rien de la position du gouvernement. Lorsque je fais des choix, je les assume et je le fais publiquement : je n'ai besoin ni de porte-parole ni de paravent.

Je le dis donc très clairement : aucune de ces réformes n'est à l'ordre du jour. Au demeurant, elles n'auraient aucun sens. Pour ne prendre qu'un seul exemple : les chaires de professeur junior que nous souhaitons créer n'ont évidemment pas vocation à venir remplacer les recrutements prévus pour les maîtres de conférences ou les chargés de recherche. Elles viendront en plus, pour permettre de faire des recrutements supplémentaires de profils différents, et éviter par exemple que certains jeunes chercheurs, formés en France, choisissent de rester à l'étranger, faute pour nos universités et nos organismes de disposer des moyens de leur faire des propositions comparables.

La ministre de l'enseignement supérieur défend le projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche qui, selon elle, permettra de placer la science au cœur de la société

Nous sommes donc loin, très loin même, d'envisager un seul instant nous passer des maîtres de conférences, sans lesquels, aujourd'hui, aucune université ne pourrait fonctionner. Que de tels bruits puissent se répandre dit quelque chose de la défiance qu'éprouve une partie de la communauté académique envers la parole politique. Cette crise de confiance, comme universitaire, je crois toutefois en comprendre les racines. Depuis dix ans, les gouvernements précédents ont proclamé que la recherche et l'enseignement supérieur étaient une priorité absolue : dans le même temps, les budgets ont stagné ou baissé, si bien que tous les chercheurs, du jeune post-doctorant aux équipes des Prix Nobel, ont eu du mal à financer leurs travaux.

Quant aux recrutements, ils n'ont cessé de baisser et la promesse récurrente de créations d'emploi est à l'évidence restée sans effet. Ce constat est largement partagé : scientifiques, groupes de travail, orga-

nisations syndicales... Tous ont appelé le gouvernement à réinvestir massivement dans la recherche.

A mes collègues enseignants-chercheurs, chercheurs, ingénieurs et techniciens, je veux donc dire une chose toute simple : ce message a été entendu, et le président de la République l'a confirmé en fixant le cap de 3 % du PIB consacrés aux dépenses de recherche et développement pour notre pays. La loi de programmation pluriannuelle de la recherche est la clé pour rétablir l'attractivité des carrières scientifiques, redonner des moyens, beaucoup de moyens même, à nos équipes de recherche, et replacer la science à sa juste place : au centre de notre vie collective et du débat public.

Ce n'est que la première pierre

Nombreux sont ceux qui, je le sais, hésitent à croire que cela soit même possible. A leur place, je me poserais moi aussi cette question. Mais les scientifiques sont des femmes et des hommes qui jugent sur les faits. Et les faits sont là : il y a quelques jours, j'ai annoncé les premières mesures concrètes qui seront présentées dans le cadre de la loi de programmation pluriannuelle de la recherche.

La première, c'est de commencer la nécessaire revalorisation des carrières des jeunes chercheurs, en portant à 2 smic le niveau de leur rémunération en début de carrière, contre au minimum 1,3 à 1,4 smic aujourd'hui. Cela veut dire 2 600 à 2 800 euros de plus par an en moyenne pour les maîtres de conférences et les chargés de recherche à compter de 2021. Cela veut même dire plus de 8 000 euros supplémentaires pour les jeunes qui sont

aujourd'hui recrutés en pied de grille. La deuxième, c'est de dégager une première enveloppe de 92 millions d'euros pour engager la remise à niveau salariale de l'ensemble des métiers de la recherche et garantir, au passage, qu'aucun jeune chercheur recruté avant 2021 n'y perdra au change. Ce n'est que la première pierre d'une revalorisation de grande ampleur de l'ensemble des carrières scientifiques, qui a vocation à monter en puissance sur toute la durée de la loi. Qui peut imaginer que le monde académique puisse passer à côté d'une telle occasion ?

Cette loi, c'est également le moment d'évoquer ensemble toutes les questions qui travaillent la communauté scientifique. Je pense à la question de l'emploi, bien sûr, mais aussi aux moyens dont disposent les équipes de recherche ou à l'indispensable effort de simplification administrative de la vie quotidienne des laboratoires. Je pense également à la nécessaire reconnaissance de la diversité des missions exercées par les enseignants-chercheurs, les chercheurs et l'ensemble des personnels de la recherche.

Tous ces sujets sont au cœur de la loi à venir, qui ne sera pas une énième loi de structure qui privilégierait l'édifice institutionnel sans répondre aux vrais besoins. Ce sera une loi pour les scientifiques, construite avec eux et qui donnera à notre recherche ce dont elle a besoin pour rayonner pleinement tout au long des années qui viennent. Parce qu'investir dans la production et la diffusion de la connaissance est un choix de société fort, c'est aussi une loi faite pour l'avenir : elle mérite un débat à la hauteur de l'enjeu. ■

Frédérique Vidal est ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation

A l'université, la destruction des collectifs de travail est à l'œuvre

Des chercheurs et des enseignants-chercheurs, membres du collectif Sauvons l'université, estiment que la réforme annoncée pour la recherche affaiblira encore davantage le service public, à l'image de ce qui s'est fait pour l'hôpital

L'hôpital public est en crise absolue, le public en a désormais conscience. Ce qu'il sait moins, c'est que la recherche et l'enseignement supérieur le sont aussi. Si leurs « usagers » ne sont pas dans la même urgence vitale que les malades des hôpitaux – encore que la pauvreté d'un étudiant lyonnais ait poussé à s'immoler par le feu le 8 novembre – leur formation intellectuelle est

mes successives. Répondant à l'injonction de se hisser dans des classements internationaux aux critères absurdes, des laboratoires d'excellence, des équipements d'excellence, des formations d'excellence ont surgi dans le paysage universitaire.

Course au projet innovant

Tel un rat de laboratoire, le chercheur erre dans un labyrinthe de guichets à la re-

des équipes, dans la course au projet innovant, dans une réorganisation institutionnelle incessante.

Comme à l'hôpital, l'introduction de « mesures de qualité », de « critères d'excellence » et « d'indicateurs de réussite » a fait doubler le travail et a introduit l'esprit de marketing. On s'est mis à reporter sur des tableaux des unités de mesure prétendument pertinentes – nombre

sentiel des enseignements des trois premières années de licence.

Dans l'administration coexistent des fonctionnaires sous-payés et jamais promus, des contractuels précaires et quelques agents bien rémunérés, là où le marché privé est trop concurrentiel pour qu'on puisse les recruter au tarif de la fonction publique. Comme à l'hôpital, l'université connaît turnovers, démissions, surmenage et désaffection.

Cette situation se répercute depuis longtemps sur les jeunes générations : le nombre de doctorants baisse du fait des conditions financières qu'ils connaissent s'ils ont la chance d'être allocataires (1300 euros net), des faibles salaires d'entrée qu'on leur promet s'ils sont recrutés un jour à l'âge de 35 ans, du recul important des postes mis aux concours, de la perte de sens qui a gagné le métier.

Comme l'hôpital, le monde de la recherche et de l'enseignement supérieur tend désormais à être gouverné par une caste d'administrateurs qui se recrutent

demandaient des rapports à de véritables chercheurs, indépendants vis-à-vis des intérêts privés et soucieux de la liberté de pensée. Cette époque est révolue.

Comme les professionnels de santé, nous sommes capables de dresser le constat accablant qui précède. Nous savons à l'avance que les remèdes annoncés cette année (la loi sur les retraites et la loi de programmation pluriannuelle de la recherche) risquent d'achever de détruire le service public de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Les premiers perdants de ces réformes seraient les étudiants, qui verraient la qualité de leur formation encore diminuer, leurs familles, dont la mise à contribution financière va croissant, et les futurs chercheurs et enseignants-chercheurs que nous hésitons à engager dans cette voie. Au-delà, c'est toute la société française qui perdrait à une telle démolition. ■